

« Les États-Unis, la plus grande oligarchie du monde »

27 avril 2014



AC - Solidarité Internationale PCF

« Les États-Unis, la plus grande oligarchie du monde » : ce sont des chercheurs de l'université de Princeton qui le disent !

Prompts à railler les « oligarques » russes, la « dictature » chinoise, nos médias occidentaux ne tarissent pas de poncifs tout faits pour la « première démocratie du monde » américaine. Une idée reçue balayée par une étude réalisée au sein de la vénérable université de Princeton révélant la réalité de l'oligarchie américaine.

Qui gouverne aux Etats-unis ? Quel type de régime connaît la première puissance mondiale ? Le discours de la Guerre froide nous imprègne tellement qu'il nous est difficile de ne pas répondre : une démocratie.

Le sens des mots étant dévoyé, il convient de rappeler qu'une démocratie est un régime où – si on reprend la définition classique du président américain Lincoln – il y a « gouvernement du peuple, par le peuple et pour le peuple ».

Le contraire de démocratie n'est donc pas dictature (idéologie de Guerre froide oblige) mais bien oligarchie. Il peut donc très bien y avoir des « dictatures du peuple » et des « oligarchies constitutionnelles ».

La question prend une nouvelle tournure avec l'étude réalisée par un universitaire de Princeton Martin Gilens, assisté d'un autre professeur de Northwestern university Benjamin Page : « Testing theories of American politics : elites, interest groups and average citizens ».

Pour simplifier, ce travail vise à répondre à la question qui divise la science politique américaine depuis un demi-siècle :

Thèse 1 – les Etats-unis sont une démocratie caractérisée par le pluralisme, où les intérêts privés concordent avec l'intérêt général, le gouvernement de la majorité avec le respect des minorités – thèse dite de la « démocratie électorale majoritaire » ou du « pluralisme majoritaire ».

Thèse 2 – Les Etats-unis sont une oligarchie caractérisée par un « pluralisme biaisé » où certains groupes d'intérêts, les élites économiques, ont le pouvoir d'influencer la politique américaine dans le sens de leurs intérêts particuliers, au détriment de l'opinion de la majorité.

Si la première thèse a été majoritaire pendant toute la Guerre froide, synthétisée par Robert Dahl, la seconde résumée par C.Wright Mills pointant la « Power elite » américaine, reprise récemment par Michael Parenti dans sa « Democracy for the few » se révèle de plus en plus pertinente au vu de l'évolution de la politique américaine depuis trois décennies.

La méthode du professeur Gilens consiste concrètement à étudier 1 779 cas entre 1981 et 2002 où il est possible à la fois d'obtenir des sondages sur l'avis de la majorité des Américains, de l'élite économique et des groupes d'intérêts les puissants (avant tout économiques), et de mesurer combien l'adoption d'une loi sur ce sujet, ou son blocage, reflète les intérêts de tel ou tel groupe social.

Ces projets de loi, changements de politique ont avant tout trait aux questions économiques et sociales – principalement autour de nouveaux impôts, d'exonérations fiscales, ou de réformes des systèmes sociaux – mais aussi sociétales – port d'armes, peine de mort, avortement.

Impuissance du peuple américain, toute-puissance de l'élite économique

Tout d'abord, l'étude part de l'étude des motivations des trois acteurs étudiés (la majorité des Américains, l'élite économique, les groupes d'intérêts) et constate que les motivations des « groupes d'intérêts », avant tout liés au patronat américain, à l'élite économique, sont souvent opposées à celles de la majorité de la population américaine.

Qui l'emporte ?

Laissons parler les chercheurs : « l'impact estimé des préférences de l'Américain moyen tombe à un niveau insignifiant, proche de zéro. Ce n'est pas que les citoyens ordinaires n'ont pas seuls un pouvoir important sur les décisions politiques, ils n'ont en fait aucune influence du tout.

En revanche, les élites économiques ont un impact important, significatif, indépendant sur les politiques menées. De la même façon, les groupes d'intérêt organisés se révèlent avoir une influence substantielle sur les politiques poursuivies ».

Cette affirmation, les chercheurs américains le justifient par un calcul simple : si on neutralise les motivations de l'élite économique, l'impact de l'opinion populaire sur l'adoption d'un changement de politique est nul.

Que les citoyens approuvent massivement un projet de loi (à 90 %), ou qu'ils le rejettent tout aussi massivement (10 % d'adhésion), la probabilité que ce projet devienne une loi est de l'ordre de 30 %.

Dans l'autre sens, si les élites économiques sont massivement opposées (10 % d'adhésion) à un changement de politique (ex : de nouveaux impôts pénalisant les riches), celui-ci n'a que très peu de chances – pas plus de 5 % – d'être adopté.

Si les élites économiques apportent un soutien massif à un projet (plus de 90 %), comme par exemple ceux portant sur des exonérations fiscales, la probabilité que ce changement politique soit acté dépasse les 50 %.

Une démocratie pour les riches

Les chercheurs nuancent l'idée : « cela ne signifie pas que le citoyen moyen perd systématiquement dans ce système ». Et ils donnent deux exemples, illustrant bien le biais en faveur des plus riches :

1 – « quand les préférences des citoyens moyens sont conformes à celles des élites économiques, alors les citoyens moyens obtiennent ce qu'ils veulent, même si ils ne sont pas à l'origine de la victoire ».

Quand la bourgeoisie américaine est arrivée à imposer ses préoccupations à la majorité de la population (ex : la propagande sur les baisses d'impôt, sur les fraudeurs à la Sécurité sociale), le peuple peut gagner une victoire. Prime à l'idéologie ultra-libérale !

... Même si les chercheurs rappellent que « les questions sur lesquelles élites économiques et citoyens ordinaires sont en désaccord restent importantes : restrictions commerciales, politiques fiscales, réglementation sur les entreprises, avortement, religion – et les pertes politiques enregistrées par les citoyens sont loin d'être anodines ». Pour le moins !

2 – les chercheurs notent que le système politique américain basé sur le fédéralisme, la séparation des pouvoirs, le bi-caméralisme « introduit un certain biais au statu-quo ».

« Quand des majorités politiques sont en faveur du statu quo, s'opposent à un changement de politique, elles peuvent arriver à leurs fins. Mais quand ces mêmes majorités – même très largement – veulent le changement, elles risquent de ne pas l'obtenir ».

Ainsi, quand une majorité de la population veut un changement de politique concret, elle n'obtient gain de cause que 30 % des cas. Même quand il s'agit d'une majorité écrasante (plus de 80 % d'adhésion), le taux d'adoption d'un projet de loi ne dépasse pas 43 %. Prime au conservatisme !

Les limites de l'enquête, une sous-estimation ... du pouvoir des 1 % !

Les chercheurs sont eux-mêmes lucides sur les limites de leur enquête.

En premier lieu, leur définition d'un côté peut-être trop extensive de la définition d' « élites économiques » : 10 % les plus riches en termes de revenus un chiffre qui pourrait être réduit à 1 %, ou au 1 % des détenteurs de patrimoine.

Deuxièmement, la définition peut-être trop restrictive des « groupes d'intérêt » réduite ici à une trentaine de groupes de pression, là où des centaines influencent la vie politique américaine, locale ou nationale.

Paradoxalement, cette auto-critique irait plutôt dans le sens, dans cette enquête, d'une minimisation du pouvoir des plus riches, de l'élite économique sur les décisions politiques. Une analyse plus fine révélerait sans doute des corrélations plus directes entre certains acteurs et les décisions prises.

Ce qui est certain pour les responsables de l'enquête, c'est que la majorité de la population n'a et n'aurait de toute façon aucune influence sur le processus politique.

C'est la conclusion à laquelle arrivent les chercheurs sur l'avenir de la démocratie en Amérique : « d'une part, ce que nos chiffres révèlent, c'est que la majorité ne gouverne pas aux Etats-unis. Quand une majorité de citoyens est en désaccord avec les élites économiques, elle perd ».

Selon les auteurs, en guise de conclusion : « nous pensons que si le processus de décision politique est dominé par de puissantes organisations patronales et un petit nombre d'Américains très riches, alors les prétentions de l'Amérique à être une société démocratique sont sérieusement menacées ».

On se souvient des mots de Lénine, dans l'Etat et la Révolution : « La société capitaliste nous offre une démocratie plus ou moins complète. Mais cette démocratie est toujours confinée dans le cadre étroit de l'exploitation capitaliste et, de ce fait, elle reste toujours, quant au fond, une démocratie pour la minorité, uniquement pour les classes possédantes, uniquement pour les riches ».

On pourrait citer également l'avertissement de Thomas Jefferson à la fin de sa vie, en 1825, dans une lettre à William Branch Giles :

« il y a désormais des parvenus, qui n'ont que mépris pour les valeurs démocratiques de 1776, et qui ont acquis un pouvoir formidable : ils visent désormais à être une aristocratie, basée sur le pouvoir des institutions bancaires et des grandes entreprises, se drapant derrière leurs succès dans l'industrie et le commerce pour mieux dominer le travailleur spolié et le paysan paupérisé ».

Au vu de la situation de la démocratie en Amérique, combien les analyses de Lénine et les inquiétudes de Jefferson sont vérifiées aujourd'hui : dernière le vernis démocratique, la même domination étriquée et plus puissantes des plus riches, d'une infime minorité !

Voir le document d'origine sur le site de l'Université de Princeton : <http://www.princeton.edu>

»» <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/article-les-etats-u...>

